



DÉCLARATION FINALE DE LA RENCONTRE MONDIALE CONTRE L'IMPÉRIALISME

*Les délégations des Parties Politiques et des Mouvements Sociaux, réunies à Caracas, capitale de la République bolivarienne du Venezuela, à l'occasion de la « **Rencontre mondiale contre l'impérialisme** », après les délibérations effectuées nous sommes arrivés aux conclusions suivantes :*

L'avenir de l'humanité est en grave danger. La paix sur la planète est sérieusement menacée comme résultat de la politique d'agression militaire des États-Unis et de leurs alliés, ainsi que par la course aux armements meurtrière qui n'apporte que des dividendes aux grandes entreprises de l'industrie militaire. La guerre est le mécanisme favori de l'expansionnisme impérial, spécialement, celui des États-Unis et nous l'observons avec consternation lors de derniers conflits régionaux qui ont gravement touché les peuples de Syrie, du Yémen, d'Irak, de Libye, d'Afghanistan et de toute la région.

En outre, l'espèce humaine subit les ravages causés par la voracité d'un modèle économique qui dans son déploiement suicidaire détruit la nature pour l'obsession insatiable de maximiser les gains. Elle est justement la logique du système capitaliste qui ne compromet plus seulement son fonctionnement mais met également l'humanité en voie de disparition.

Le modèle néolibéral, qui met en œuvre la mondialisation des grandes entreprises sous la domination des États impérialistes, a impressionné l'économie mondiale avec une grande fragilité. Les crises sont de plus récurrentes et les grands spéculateurs financiers dominent la planète. Un paramètre d'inégalité, des injustices et d'exclusion est imposé dans la distribution de la richesse générée affectant à une partie croissante de la population mondiale. Les fléaux de la pauvreté et la misère touchent des milliards de personnes comme jamais dans l'histoire de l'humanité. Sans aucun doute, le développement du capitalisme engendre des phénomènes insoutenables, du point de vue social, politique et éthique.

En plus, une crise éthique est ajoutée, due au mode de vie dominant dans les économies de marché, où les cultures nationales et les valeurs humaines sont enterrées pour imposer la société de consommation. Le culte des anti-valeurs du



capitalisme contribue à la crise de la condition humaine générée dans le modèle actuel de coexistence.

L'impérialisme est en crise, par conséquent, il est beaucoup plus agressif, dangereux et destructeur. Face au déclin du monde unipolaire, l'impérialisme américain met en œuvre une stratégie de domination mondiale. L'engagement géopolitique de la Maison-Blanche face à la résistance des peuples et à l'émergence de nouvelles puissances a été de défendre son hégémonie au moyen d'une politique néocoloniale orientée vers l'appropriation des ressources naturelles, en particulier, des ressources énergétiques, le contrôle des marchés et la domination politique des nations.

Afin de préserver l'ordre mondial injuste actuel, l'impérialisme viole le droit public international, a fait du monde un grand théâtre d'opérations militaires, développe des mesures coercitives unilatérales, impose des lois de nature extraterritoriale, attaque le multilatéralisme, viole la souveraineté des nations et supprime l'autodétermination des peuples. Dans sa conception arrogante, ses frontières s'étendent jusqu'à ses intérêts expansionnistes.

En consonance avec cette politique, l'impérialisme fait appel à l'intervention militaire, à la déstabilisation politique des gouvernements, aux guerres et au blocus économique. Sa planification stratégique conçoit l'Otan comme le bras militaire mondiale du néolibéralisme. En outre, dans le cadre de sa Doctrine de la guerre non conventionnelle, des actions terroristes, l'utilisation de paramilitaires, des poursuites judiciaires excessives aux dirigeants anti-impérialistes et l'assassinat sélectif, sont quelques-unes des actions les plus emblématiques d'une politique génocidaire, qui met l'humanité en danger.

Ces pratiques ont été « légitimées » à travers de l'industrie culturelle du capitalisme, les grandes transnationales de la communication et l'utilisation des réseaux sociaux. Également, l'utilisation de la « Big Data » est devenue une arme exceptionnelle pour la modification du comportement de la population et pour l'incidence dans leurs décisions politiques.

Dans la tentative d'imposer la « pensée unique », les puissants du monde manipulent les croyances religieuses, ils essaient de justifier les rapports de pouvoir actuelles au détriment de la démocratie, l'imposition du libre marché, le racisme eurocentrique, la ségrégation des minorités, l'oppression des sexes, le caractère eugénique du modèle éducatif mondial, parmi de nombreux autres facteurs, qui se conforment parfaitement aux exigences de la dictature du capital.



Le capitalisme néo-libéral consolide l'exploitation de la classe ouvrière, opprime davantage les femmes afin de maximiser les gains des grandes sociétés transnationales, enlève

l'avenir des jeunes et brouille l'identité des peuples indigènes. Cette réalité montre que la solution aux grands problèmes du monde actuel exige un nouveau modèle de coexistence humaine.

Dans ce contexte, le monde multicentrique et multipolaire émerge avec plus de force. Le renforcement politique et économique de puissances telles que la Russie et la Chine, ainsi que celui d'autres nations, en fait un contrepoids de plus en plus sérieux à la puissance de l'impérialisme américain. De toute évidence, la résistance héroïque au Moyen-Orient, les luttes des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes ont contenu et fait reculer les plans de l'impérialisme.

De plus, les expériences des gouvernements progressistes du monde entier apparaissent déjà comme une alternative au néolibéralisme. Un exemple est la Révolution bolivarienne, qui est projetée comme un point de référence anti-impérialiste avec une énorme force populaire dans le cadre de la puissante union civile-militaire et basée sur les idées du libérateur Simón Bolívar et du commandant Hugo Chávez.

Par conséquent, l'impérialisme américain a dirigé des attaques brutales contre le peuple vénézuélien, qui a dilapidé la dignité et l'amour pour sa patrie, ratifiant sa course vers le socialisme dans de nombreux processus électoraux qui entérinent la vigoureuse démocratie participative qui existe dans ce pays. Des jours difficiles de lutte populaire ont permis de vaincre les menaces d'intervention militaire américaine, les tentatives de coups d'État et les flambées de violence terroriste.

Cet exemple de lutte ainsi que celui du Nicaragua et de Cuba, ainsi que le progrès récent en Argentine et au Mexique, ont permis le renforcement des forces anti-impérialistes et conduiront à réaffirmer les nouveaux mécanismes d'intégration régionale (CELAC, ALBA-TCP, PETROCARIBE, etc.). Bien qu'au Honduras, au Paraguay, au Brésil, en Équateur, au Salvador et en Bolivie, le néocolonialisme a été repositionné dans le cadre de la nouvelle édition de la doctrine de Monroe, les luttes populaires continuent.

Dans le reste du monde, les peuples résistent également, se soulèvent et les gouvernements populaires exercent leur souveraineté. L'unité anti-impérialiste est un objectif stratégique qui ne peut être reporté.



Dans ce contexte, la « **Rencontre mondiale contre l'impérialisme** » déclare :

Nous exhortons aux peuples du monde à lutter pour la vie, la préservation de la nature et contre les conditions structurelles générées par le changement climatique. De même, nous exigeons que les pays développés travaillent de manière décisive pour éviter la destruction de la planète, et, en particulier les États-Unis pour surmonter leur position primitive qui prétend ignorer les terribles dommages causés à la nature avec le modèle actuel productif sur la base de l'accumulation du capital.

Nous accompagnons la demande de construire un ordre international plus juste, qui place les intérêts des peuples au premier plan et permet le développement de politiques d'inclusion et de justice sociale pour surmonter les énormes inégalités sociales et économiques qui prévalent entre les nations du monde.

Nous appelons les citoyens du monde à défendre la paix, la souveraineté des peuples et à accompagner les luttes légitimes pour le progrès socio-économique sur la base d'une large plate-forme de lutte unitaire contre l'ennemi commun, l'impérialisme américain.

Nous rejetons la mise en œuvre de mesures coercitives unilatérales illégales par les puissances impérialistes, puisqu'il s'agit de politiques criminelles qui affectent les peuples. Nous condamnons, en particulier, la politique génocidaire de blocus économique appliquée contre les nations du monde qui exercent leur souveraineté.

Nous rejetons la militarisation de Notre Amérique et surtout la présence des bases militaires des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Nous condamnons dans les termes les plus fermes l'invasion militaire et des autres agressions commises par l'impérialisme contre les peuples du Moyen-Orient. Nous rejetons en particulier la violation de la souveraineté de la Syrie et de l'Irak, les agressions contre la République islamique d'Iran, ainsi que l'assassinat vil du commandant Qasem Soleimani, martyr des peuples du monde qui luttent pour la liberté.

Nous exigeons le respect de la souveraineté du Venezuela, Cuba et Nicaragua et soutenons les efforts de Nicolás Maduro Moros, Président constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela, pour maintenir la paix.



Nous dénonçons la tentative orchestrée par la Maison-Blanche de censurer les entreprises multiétatiques TeleSur et HispanTV. Cette tentative est un affront à la liberté d'expression du peuple.

Nous condamnons le coup d'État, orchestré depuis Washington, contre le président Evo Morales Ayma. Nous répudions la répression sanglante et le racisme de l'État plurinational de Bolivie.

Également, la « **Rencontre mondiale contre l'impérialisme** » accorde :

Construire une **Plate-forme mondiale unitaire** organisée par continents, régions, sous-régions et pays afin de faire face à l'impérialisme. Cette structure organisationnelle sera constituée en fonction des particularités de chaque territoire.

Organiser des « **Rencontres continentales contre l'impérialisme** » en 2020 afin de former des plates-formes unitaires continentales, régionales et sous-régionales articulées autour d'un plan commun de lutte contre l'impérialisme.

Convoquer la « **Deuxième Rencontre mondiale contre l'impérialisme** » à Caracas, capitale de la République bolivarienne du Venezuela, afin de définir le nom de la Plate-forme mondiale unitaire, ainsi que l'articulation des différentes plates-formes continentales et régionales dans un plan mondial commun qui unifie les luttes des peuples.

Enfin, la « **Rencontre mondiale contre l'impérialisme** » accorde d'adopter l'Agenda de lutte adopté lors de la « Première Rencontre internationale des travailleurs en solidarité avec la Révolution bolivarienne », approuvé par le « Premier Congrès international des femmes », par le « Congrès international des communes, des mouvements sociaux et le pouvoir populaire », par la « Première Rencontre internationale des peuples indigènes », par le « Congrès international des afro-descendants » et par le « Congrès international de la communication », tenus dans la République bolivarienne du Venezuela au cours de l'année 2019, un agenda qui comprend ce qui suit :

1. Organiser une journée internationale de mobilisation en faveur de la Révolution bolivarienne et contre le néolibéralisme le 27 février 2020. (Commémoration du 31e anniversaire de la première insurrection à Caracas contre le néolibéralisme)



2. Appeler une mobilisation mondiale pour la paix au Venezuela, dans Notre Amérique, et contre les plans de guerre du gouvernement des États-Unis pour le mois d'avril 2020.

3. Développer une journée internationale de répudiation de la Doctrine Monroe, contre le blocus et autres mesures coercitives unilatérales le 28 juin 2020.

4. Créer, jusqu'à la prochaine Rencontre, une Commission de coordination des délégations présentes à la « **Première Rencontre mondiale contre l'impérialisme** » afin de réaliser le présent plan.

Signé à Caracas, Berceau du Libérateur Simón Bolívar et Capitale de la République bolivarienne du Venezuela, le 24 Janvier 2020